

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1931-1932	N° 113		Zittingsjaar 1931-1932
	SÉANCE du 28 Janvier 1932	VERGADERING van 28 Januari 1932	

PROJET DE LOI

modifiant et complétant la loi du 1^{er} décembre 1928, portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Le présent projet n'a pour but ni de modifier l'économie de la loi du 1^{er} décembre 1928, ni d'en restreindre la portée. Les bases de la loi restent entières; le taux de la subvention est maintenu, ainsi que le droit à l'allocation pour tous les estropiés qui se trouvent, en raison de leur infirmité, dans l'impossibilité de gagner leur vie par leur travail. Il tend simplement à réprimer les abus constatés et à mettre le texte de la loi mieux en harmonie avec ce but essentiel poursuivi par le législateur.

La loi du 1^{er} décembre 1928 n'est pas une loi de bienfaisance, c'est une loi d'ordre social. La preuve en est dans le fait que le Fonds Spécial créé par elle a été, en vertu d'une décision prise par le Conseil Supérieur de la Bienfaisance publique, rattaché, non au Département de la Justice, mais au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale. Le législateur a voulu, surtout et avant tout, procurer aux estropiés les moyens d'acquiescer ou de récupérer le maximum possible de capacité de travail. Il a voulu promouvoir la création d'instituts spéciaux qui, par un enseignement approprié, donneront à ces malheureux la connaissance d'un métier conforme à leurs aptitudes physiques, et dont l'exercice leur permettra de subvenir aux nécessités de l'existence. Le but essentiel de la loi est donc le reclassement social des estropiés. Les déclarations du promoteur de la loi, l'honorable M. Fischer, celles du rapporteur, M. Melckmans, de même que les délibérations parlementaires ne laissent aucun doute à cet égard. D'ailleurs, l'octroi de l'allocation aux estropiés est subordonné, en principe, à l'obligation pour eux de se soumettre à une éducation ou à une rééducation professionnelle.

WETSONTWERP

houdende wijziging en aanvulling der wet van 1 December 1928, waarbij een dienst en een speciaal fonds ten behoeve der gebrekkigen en der verminkten worden tot stand gebracht.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Dit ontwerp heeft niet ten doel de inrichting der wet van 1 December 1928 te wijzigen, noch de draagwijdte er van te beperken. De grond der wet blijft dezelfde: het bedrag van de toelage is gehandhaafd, alsook het recht op de uitkeering voor al de gebrekkigen die, wegens hun gebrekkigheid, zich in de onmogelijkheid bevinden, hun brood te winnen.

Het strekt er eenvoudig toe de vastgestelde misbruiken te betengelen en de wetstekst meer in overeenkomst te brengen met het door den wetgever betrachtte hoofddoel.

De wet van 1 December 1928 is geen wet die liefdadigheid beoogt, maar wel een wet met een maatschappelijke strekking. Een bewijs er van ligt in het feit dat het bij de wet ingerichte speciaal Fonds, krachtens een door den Hoogen Raad van Openbare Liefdadigheid genomen beslissing, niet aan het Departement van Justitie werd verbonden, doch aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg. De wetgever heeft vooral en, in de eerste plaats, aan de gebrekkigen de middelen willen verschaffen om den hoogsten graad van arbeidsgeschiktheid te verkrijgen of terug te krijgen. Hij heeft de oprichting van speciale instellingen willen bevorderen, die door een geschikt onderwijs, aan deze ongelukkigen de vakken zullen bezorgen in overeenstemming met hun lichaamsschiktheid en welke hen in staat zal stellen een beroep uit te oefenen, waardoor zij in de noodwendigheden van het bestaan zullen kunnen voorzien. Het voornaamste doel der wet is het maatschappelijk wederopheffen van de gebrekkigen. De verklaringen van den ontwerper der wet, den geachten heer Fischer, die van den rapporteur, den heer Melckmans, ook de parlementaire besprekingen, laten hieromtrent geen twijfel. Overigens, is het verleen van de uitkeering aan de gebrekkigen, in beginsel onderworpen aan de verplichting voor hen om een opleiding of een wederopleiding in een vak te ondergaan.

Or, il faut bien le constater, jusqu'ici le but n'a été atteint que très imparfaitement. La majeure partie des subventions accordées l'a été à des estropiés non susceptibles d'éducation professionnelle ou qui sont déjà reclassés (vieillards âgés de 65 ans, estropiés hospitalisés, ménagères, etc.). Sur 100 bénéficiaires, 62 sont âgés de plus de 40 ans et 12 de plus de 65 ans. N'est-il pas abusif et contraire à l'esprit de la loi d'octroyer, par exemple, une subvention de 2,025 fr. à A..., âgé de 73 ans, atteint de rhumatisme déformant, entraînant une dépréciation de 90 %? Ou encore une allocation de 1,350 fr. à X..., âgé de 70 ans, amputé de la jambe gauche et dont la dépréciation est évaluée à 60 %? Et cependant les sommes ainsi payées en 1930 à des estropiés ayant atteint ou dépassé 65 ans s'élèvent à 5 millions. Est-il davantage conforme au vœu de la loi d'allouer une subvention de 1,350 fr. à Y..., nourri et logé dans un hospice où il exerce, malgré la déformation qui affecte ses membres inférieurs, son métier de cordonnier? Or, les allocations accordées aux estropiés hospitalisés (5 % du total) ont coûté, en 1930, la somme de 2,500,000 fr., dont les 2/3 sont dévolus aux communes ou aux commissions d'assistance publique qui supportent les frais d'hospitalisation. De même, n'est-ce pas dépasser les intentions du législateur que d'accorder une allocation de 1,125 fr. à Z..., âgée de 57 ans, mariée, faisant son ménage, sourde-muette congénitale, ou encore, une subvention annuelle de 1,575 fr. à un ancien ouvrier mineur âgé de 49 ans et dont la mutilation est le résultat d'une blessure qu'il a reçue en braconnant?

Si l'on considère que l'octroi de telles subventions, manifestement contraire à l'esprit de la loi, est néanmoins conforme à la lettre du texte, on conviendra que celui-ci doit être précisé de façon à rendre impossibles, dans l'avenir, des abus aussi flagrants, qui grèvent d'une façon exagérée le budget du Fonds spécial et rendent, par là-même, impossible la réalisation du but réel pour lequel il a été créé. Aussi bien, jusqu'ici aucune mesure n'a-t-elle été prise ni pour la création d'instituts d'éducation professionnelle, ni pour le développement des établissements existants.

Et cependant, d'autre part, les dépenses occasionnées par l'application de la loi ont dépassé de très loin le chiffre prévu au moment où elle a été votée. On escomptait alors une dépense annuelle de 18 millions. Or, le paiement des allocations octroyées pour 1930 a coûté 40 millions et la liquidation des subventions afférentes à 1931 exigera une somme plus considérable encore, et qui atteindra 55 millions. Plus de 65,000 requêtes, en effet, ont été introduites et, d'après

Welm, lui-même, a été reconnu, que le but de la loi n'a été que très imparfaitement atteint. La majeure partie des subventions accordées l'a été à des estropiés non susceptibles d'éducation professionnelle ou qui sont déjà reclassés (vieillards âgés de 65 ans, estropiés hospitalisés, ménagères, etc.). Sur 100 bénéficiaires, 62 sont âgés de plus de 40 ans et 12 de plus de 65 ans. N'est-il pas abusif et contraire à l'esprit de la loi d'octroyer, par exemple, une subvention de 2,025 fr. à A..., âgé de 73 ans, atteint de rhumatisme déformant, entraînant une dépréciation de 90 %? Ou encore une allocation de 1,350 fr. à X..., âgé de 70 ans, amputé de la jambe gauche et dont la dépréciation est évaluée à 60 %? Et cependant les sommes ainsi payées en 1930 à des estropiés ayant atteint ou dépassé 65 ans s'élèvent à 5 millions. Est-il davantage conforme au vœu de la loi d'allouer une subvention de 1,350 fr. à Y..., nourri et logé dans un hospice où il exerce, malgré la déformation qui affecte ses membres inférieurs, son métier de cordonnier? Or, les allocations accordées aux estropiés hospitalisés (5 % du total) ont coûté, en 1930, la somme de 2,500,000 fr., dont les 2/3 sont dévolus aux communes ou aux commissions d'assistance publique qui supportent les frais d'hospitalisation. De même, n'est-ce pas dépasser les intentions du législateur que d'accorder une allocation de 1,125 fr. à Z..., âgée de 57 ans, mariée, faisant son ménage, sourde-muette congénitale, ou encore, une subvention annuelle de 1,575 fr. à un ancien ouvrier mineur âgé de 49 ans et dont la mutilation est le résultat d'une blessure qu'il a reçue en braconnant?

Welm, lui-même, a été reconnu, que le but de la loi n'a été que très imparfaitement atteint. La majeure partie des subventions accordées l'a été à des estropiés non susceptibles d'éducation professionnelle ou qui sont déjà reclassés (vieillards âgés de 65 ans, estropiés hospitalisés, ménagères, etc.). Sur 100 bénéficiaires, 62 sont âgés de plus de 40 ans et 12 de plus de 65 ans. N'est-il pas abusif et contraire à l'esprit de la loi d'octroyer, par exemple, une subvention de 2,025 fr. à A..., âgé de 73 ans, atteint de rhumatisme déformant, entraînant une dépréciation de 90 %? Ou encore une allocation de 1,350 fr. à X..., âgé de 70 ans, amputé de la jambe gauche et dont la dépréciation est évaluée à 60 %? Et cependant les sommes ainsi payées en 1930 à des estropiés ayant atteint ou dépassé 65 ans s'élèvent à 5 millions. Est-il davantage conforme au vœu de la loi d'allouer une subvention de 1,350 fr. à Y..., nourri et logé dans un hospice où il exerce, malgré la déformation qui affecte ses membres inférieurs, son métier de cordonnier? Or, les allocations accordées aux estropiés hospitalisés (5 % du total) ont coûté, en 1930, la somme de 2,500,000 fr., dont les 2/3 sont dévolus aux communes ou aux commissions d'assistance publique qui supportent les frais d'hospitalisation. De même, n'est-ce pas dépasser les intentions du législateur que d'accorder une allocation de 1,125 fr. à Z..., âgée de 57 ans, mariée, faisant son ménage, sourde-muette congénitale, ou encore, une subvention annuelle de 1,575 fr. à un ancien ouvrier mineur âgé de 49 ans et dont la mutilation est le résultat d'une blessure qu'il a reçue en braconnant?

Indien men overweegt, dat het verleenen van dergelijke toelagen duidelijk strijdig met den geest der wet, nochtans in overeenstemming is met den inhoud van den wetstekst, zal men aannemen dat deze nauwkeuriger dient bepaald, in dier voege dat in 't vervolg, zulke klaarblijkelijke misbruiken worden onmogelijk gemaakt, misbruiken die op een zoo overdreven wijze het budget van het speciaal Fonds bezwaren en aldus de verwezenlijking beletten van het werkelijk doel waarvoor het werd ingericht.

Tot nu toe, werd ook nog geen enkelen maatregel getroffen, noch voor de oprichting van instellingen voor vakopleiding, noch voor de uitbreiding van de bestaande instellingen.

En nochtans hebben, anderzijds, de uitgaven veroorzaakt door de toepassing der wet, verre de som overtroffen, voorzien op het oogenblik der goedstemming er van. Men rekende toen op een jaarlijksche uitgaaf van 18 miljoen. Welnu de betaling der uitkeeringen verleend voor 1930 heeft 40 miljoen gekost en de betaalbaarstelling der toelagen betreffende het jaar 1931 zal nog een grooter som vergen, die wellicht 55 miljoen zal bereiken. Er werden inderdaad meer

Indien men overweegt, dat het verleenen van dergelijke toelagen duidelijk strijdig met den geest der wet, nochtans in overeenstemming is met den inhoud van den wetstekst, zal men aannemen dat deze nauwkeuriger dient bepaald, in dier voege dat in 't vervolg, zulke klaarblijkelijke misbruiken worden onmogelijk gemaakt, misbruiken die op een zoo overdreven wijze het budget van het speciaal Fonds bezwaren en aldus de verwezenlijking beletten van het werkelijk doel waarvoor het werd ingericht.

L'expérience des deux années passées, on peut estimer que pour les 2/3 environ la décision sera favorable.

Il n'est pas inutile de rappeler que la nouvelle loi sur la fiscalité provinciale et communale a déchargé les provinces et les communes de l'obligation d'intervenir — les provinces pour les 2/8 et les communes pour la même quotité — dans le paiement des allocations et qu'à partir de 1931 l'entièreté de la charge incombe à l'Etat.

La situation actuelle du Trésor public ne lui permet pas de faire face à des dépenses aussi élevées.

Aussi, le Gouvernement s'est-il vu dans l'obligation de proposer au texte de la loi du 1^{er} décembre 1928 les modifications contenues dans le présent projet. Ces modifications, nous tenons à le répéter, visent uniquement à réprimer les abus qu'une expérience de deux années a fait découvrir et à accentuer le caractère social de la loi.

*
**

L'article premier de la loi actuelle prévoit la création d'un Fonds spécial en faveur « des sourds et des muets ». Or, la surdité, quand elle n'est pas accompagnée de mutité, n'empêche pas, en général, ceux qui en sont atteints d'exercer un métier, et le préjudice qu'elle leur cause, au point de vue de la capacité de travail, ne va pas jusqu'à les empêcher de gagner leur vie. Il en est de même pour la mutité, qui, d'ailleurs, se rencontre rarement. Aussi proposons-nous de remplacer les termes « des sourds et des muets » par les mots « et des sourds-muets ».

La liquidation des allocations octroyées aux sourds (1.50 % du total) a coûté, en 1930, la somme de 500.000 francs.

L'article 2 exclut du bénéfice de l'allocation les victimes d'accidents qui peuvent se prévaloir de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Nous proposons d'étendre cette exclusion à certaines autres catégories d'estropiés dont la mutilation est réparée (victimes d'accidents qui ont touché une réparation conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil) — ou qui jouissent d'une pension à charge de l'Etat (mutilés de guerre et vieillards bénéficiant de la pension de vieillesse) — ou qui, placés dans un établissement hospitalier aux frais d'une commune ou d'une commission d'assistance publique, se trouvent en fait à l'abri du besoin. En 1930, les allocations octroyées aux vieillards âgés de 65 ans et plus, et bénéficiant d'une pension de vieillesse se sont élevées à 5 millions de francs, et les subventions accordées aux estropiés hospitalisés, à 2 millions 500.000 francs (l'allocation octroyée à cette dernière catégorie d'estropiés n'est d'ailleurs actuellement payée qu'en partie aux titulaires, les 2/3 du montant étant dévolus aux établissements qui les hébergent).

dan 65,000 aanvragen ingediend en, naar de ondervinding der twee vorige jaren, kan men schatten dat de beslissing voor de 2/3 gunstig zal zijn.

Taten wij er terloops aan herinneren, dat de nieuwe wet op het provinciaal en gemeentelijk belastingwezen de provinciën en de gemeenten er van heeft ontslagen tegemoet te komen — de provinciën voor de 2/8 en de gemeente voor dezelfde quotiteit — in de betaling der uitkeeringen en dat vanaf het jaar 1931 de algeheelheid van den last ten bezware van het Rijk zal vallen.

De huidige toestand van 's Lands schatkist laat niet toe zulke hooge kosten te bestrijden.

De Regeering zag zich dan ook verplicht voor te stellen aan den tekst der wet van 1 December 1928 de wijzigingen te brengen vervat in dit ontwerp. De wijzigingen, wij herhalen het, strekken er enkel toe de misbruiken te beteugelen, die wij hebben ontdekt tijdens de laatste twee jaren, en het maatschappelijk karakter der wet te versterken.

*
**

Artikel 1 der thans bestaande wet voorziet de inrichting van een speciaal Fonds ten behoeve der dooven en der stommen. Nochtans belet de doofheid in 't algemeen, wanneer zij niet samengaat met de stomheid, degenen niet, die er door aangedaan zijn, van een ambacht uit te oefenen en het nadeel daardoor bekomen, met het oog op de werkbekwaamheid, belet toch die personen niet van genoeg te verdienen om in het leven te voorzien. Hetzelfde dient gezegd van de stomheid die ten andere zeldzaam is.

Ook stellen wij voor de termen « de dooven en de stommen » te vervangen door de woorden « de doofstommen ».

De uitkeering der aan de dooven verleende tegemoetkomingen (1.50 % van het totaal) heeft in 1930 de som van 500.000 frank vereischt.

Naar luid artikel 2, worden de slachtoffers van werkongevallen, die de wet op vergoeding der arbeidsongevallen mogen invoeren, van de begunstiging der wet uitgesloten. Wij stellen voor die uitsluiting uit te breiden tot zekere andere categorieën van gebrekkigen, die voor hun gebrek een vergoeding bekwamen (slachtoffers van werkongevallen die een vergoeding bekwamen overeenkomstig de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek — of die ten laste van het Rijk, een pensioen genieten (oorlogsverminkten en bejaarde lieden, die het ouderdomspensioen genieten) — of die, ten laste eener gemeente of van een Commissie van Openbaren Onderstand, in een gesticht worden verpleegd en diensgevolge niet in nood verkeeren. In 1930, bedroegen de tegemoetkomingen verleend aan bejaarde lieden van 65 jaar en meer, en een ouderdomspensioen genieten, 5 miljoen frank, en de tegemoetkomingen verleend aan de verpleegde gebrekkigen 2,300.000 frank (de aan deze laatste categorie van gebrekkigen verleende tegemoetkoming wordt thans slechts gedeeltelijk aan die personen betaald daar de 2/3 van het bedrag uitgekeerd wordt aan de verplegende instellingen).

Vous proposons également de ne pas accorder le bénéfice de l'allocation aux femmes mariées, estropiées avant leur mariage : ces personnes, en effet, ont un soutien légal, leur mari, et remplissent leur rôle naturel, celui de ménagère — et, enfin, pour des raisons d'ordre moral que tout le monde comprendra, aux personnes qui sont devenues estropiées à la suite d'un acte délictueux qu'elles ont commis, et aux mendiants professionnels.

La modification proposée au texte de l'article 3, n° 2, fixe à 40 ans la limite d'âge pour l'octroi de l'allocation du Fonds Spécial. Après 40 ans, en effet, de l'avis unanime des personnes compétentes en la matière, l'estropié n'est plus, en règle générale, susceptible de s'éduquer ou de se rééduquer professionnellement. Cependant, en attendant qu'une loi spéciale intervienne en faveur des estropiés qui ont dépassé l'âge de la rééducation, nous prévoyons une période transitoire pendant laquelle l'allocation pourra être accordée jusque 65 ans. Cette période transitoire, commençant le 1^{er} janvier 1932, durera cinq ans : il est vraisemblable que, dans l'intervalle, la loi sur les assurances sociales, à laquelle doivent normalement ressortir les estropiés non rééducables, sera votée.

La suppression proposée de l'article 6 est justifiée par les changements intervenus dans la législation sur la fiscalité provinciale et communale.

L'exclusion des personnes hospitalisées du bénéfice de l'allocation entraîne la modification proposée à l'article 8.

Enfin, l'éducation professionnelle des estropiés — qui, nous l'avons rappelé au début de cet exposé, est le but essentiel poursuivi par le législateur — étant subordonnée à l'existence et au bon fonctionnement d'instituts spéciaux, un article nouveau prévoit qu'une partie des crédits mis à la disposition de la Commission des Allocations sera consacré, chaque année, à la création et au développement d'instituts d'éducation et de rééducation professionnelle.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

H. HEYMAN.

Wij stellen ook voor, de begunstiging niet te verleenen aan de gehuwde vrouwen, die reeds vóór haar huwelijk gebrekking waren : inderdaad, die personen bezitten een wettelijken steun, hun echtgenoot, en vervullen hare door de natuur aangewezen rol, deze van huishoudster — en eindelijk, om redenen van zedelijken aard, die eenieder verstaat, aan personen, die, ingevolge een door hen gepleegd strafbaar feit, gebrekking zijn geworden, en aan de bedelaars van beroep.

Ingevolge de wijziging van den tekst van artikel 3, n° 2, wordt de leeftijdsgrens voor het verleenen der tegemoetkoming door het speciaal Fonds vastgesteld op 40 jaar. Inderdaad, na 40 jarigen leeftijd, is de gebrekkige, naar de algemeene meening van omtrent dergelijke zaken bevoegde personen, in algemeenen regel niet meer vatbaar voor beroepsopleiding of herberoepsopleiding. Nochtans, in afwachting eener speciale wet ten behoeve der gebrekkigen, die den leeftijd voor een beroepsopleiding hebben overschreden, voorzien wij een overgangstijdbestek gedurende hetwelk de tegemoetkoming mag worden verleend tot 65 jaar. Dit overgangstijdbestek begint den 1^{ste} Januari 1932 en zal vijf jaren duren : het is te voorzien dat, intusschen, de wet op de maatschappelijke verzekering, waaronder de gebrekkigen die voor geene beroeps-heropleiding vatbaar zijn, vallen, zal worden goedgestemd.

De bij artikel voorgestelde intrekking wordt gerechtvaardigd door de veranderingen aangebracht in de wetgeving betreffende het stelsel der provincie- en gemeentebelasting.

Het onttrekken der tegemoetkoming aan de verpleegde personen heeft de wijziging van artikel 8 voor gevolg.

Eindelijk, daar de beroepsopleiding — die, zooals wij het vooraan in deze uiteenzetting aanstipten, het hoofdeel is door den wetgever beoogd — afhankelijk is van het bestaan en van de goede werking van speciale instellingen, wordt in een nieuw artikel voorzien, dat een gedeelte der credieten, ter beschikking gesteld van de Commissie voor tegemoetkomingen aan gebrekkigen en verminkten, jaarlijks zal worden besteed aan de inrichting en de uitbreiding der instellingen voor beroepsopleiding en beroeps-heropleiding.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*

H. HEYMAN.

PROJET DE LOI

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article premier.

Les articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 1^{er} décembre 1928, portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés sont modifiés et complétés comme suit :

« Article premier. — Il est créé auprès du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale un fonds spécial en faveur des estropiés et des mutilés, des infirmes congénitaux, des aveugles et des sourds-muets qui réuniront les conditions énumérées à l'article 3. »

« Art. 2. — Sont exclus du bénéfice de la loi :

» 1^o Ceux qui, victimes d'un accident, bénéficient de la réparation prévue soit par la législation sur les accidents du travail, soit par les dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil;

» 2^o Les mutilés de guerre bénéficiaires d'une pension;

» 3^o Les personnes hospitalisées aux frais d'une commune ou d'une commission d'assistance publique et non rééducables;

» 4^o Les bénéficiaires de la loi sur la pension de vieillesse;

» 5^o Les femmes mariées, estropiées, avant leur mariage;

» 6^o Les personnes devenues estropiées à la suite d'un acte délictueux;

» 7^o Les mendiants professionnels. »

« Art. 3. — Pour jouir du bénéfice de la présente loi, il faut :

» 1^o Etre Belge et résider en Belgique;

» Les ressortissants des pays étrangers qui accordent aux Belges des avantages équivalents pourront également bénéficier de l'allocation prévue par l'article 5;

» 2^o Etre âgé de 14 ans au moins et de 40 ans au plus;

WETSONTWERP

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg zal, in Onzen Naam, aan de Welgevende Kamers het wetsontwerp voorleggen, dat luidt als volgt :

Eerste artikel.

De artikelen 1, 2 en 3 der wet dd. 1 December 1928, houdende het tot stand brengen van een dienst en een speciaal fonds ten behoeve der gebrekkigen en der verminkten, worden gewijzigd en aangevuld als volgt :

« Eerste artikel. — Bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg wordt een speciaal fonds tot stand gebracht ten behoeve der gebrekkigen en der verminkten, der geboren gebrekkigen, der blinden en der doofstommen, die aan de in artikel 3 vermelde vereischten voldoen. »

« Art. 2. — Worden van de begunstiging der wet uitgesloten :

» 1^o De slachtoffers van een ongeval, die de vergoeding genieten voorzien, 't zij door de wet op de arbeidsongevallen, 't zij door de bepalingen van artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

» 2^o De gepensioneerde oorlogsverminkten;

» 3^o De ten laste eener gemeente of van een commissie voor openbaren onderstand verpleegde personen die voor geene nieuwe vorming vatbaar zijn;

» 4^o De personen, die een ouderdomspensioen genieten;

» 5^o De gehuwde vrouwen die reeds vóór haar huwelijk gebrekkig waren;

» 6^o De personen die ingevolge een strafbaar feit, gebrekkig zijn geworden;

» 7^o De bedelaars van beroep. »

« Art. 3. — Om aanspraak te mogen maken op de voordeelen van deze wet moet men :

» 1^o Belg zijn en in België verblijven;

» De onderhoorigen van vreemde landen, waar aan Belgen gelijkwaardige voordeelen worden verleend, mogen insgelijks aanspraak maken op de tegemoetkoming voorzien bij artikel 5;

» 2^o Den leeftijd van minstens 14 en hoogstens 40 jaar hebben bereikt;

» Toutefois, pour la période comprise entre le 31 décembre 1931 et le 1^{er} janvier 1937, la limite d'âge est reportée à 65 ans;

» 3° Se trouver dans le besoin;

» 4° Subir une incapacité permanente d'au moins 30 %;

» 5° Accepter, si les circonstances le permettent, de se soumettre à une éducation ou à une rééducation professionnelle. »

Art. 2.

L'article 6 est abrogé.

Art. 3.

Les articles 7, 8, 9 et 10 porteront respectivement les numéros 6, 7, 8 et 9.

Art. 4.

Au deuxième alinéa de l'article 7 nouveau les mots « serait hospitalisé ou » et « à l'établissement hospitalier ou » sont supprimés.

Art. 5.

Il est intercalé un nouvel article 10, conçu en ces termes :

« Art. 10. — Une partie du crédit mis à la disposition de la Commission des allocations aux estropiés et mutilés sera consacrée, chaque année, à la création ou au développement d'instituts d'éducation et de rééducation professionnelle. »

Art. 6.

La présente loi sortira ses effets le premier jour du trimestre qui suivra sa publication au *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1932.

» Nochtans, wat het tijdsbestek betreft van 31 December 1931 tot 1 Januari 1937, wordt de leeftijdsgrens vastgesteld op 65 jaar;

» 3° Behoeftig zijn;

» 4° Een vaste onbekwaamheid hebben van minstens 30 %;

» 5° Aanvaarden, zoo de omstandigheden het toelaten, zich aan een beroepsopleiding of een beroeps-heropleiding te onderwerpen. »

Art. 2.

Artikel 6 wordt ingetrokken.

Art. 3.

De artikelen 7, 8, 9 en 10 worden onderscheidenlijk vermeld onder de nummers 6, 7, 8 en 9.

Art. 4.

Bij de tweede alinea van het nieuw artikel 7, worden de woorden « mocht opgenomen zijn of hetzelfde » en « aan het verplegingsgesticht of » weggelaten.

Art. 5.

Er wordt een nieuw artikel 10 ingelascht, dat luidt als volgt :

« Art. 10. — Een gedeelte van het ter beschikking van de Commissie voor legemoetkomingen aan de gebrekkigen en de verminkten gesteld crediet, wordt jaarlijks besteed aan de inrichting of de uitbreiding der instellingen voor beroepsopleiding en beroeps-heropleiding. »

Art. 6.

Deze wet treedt in werking, den eersten dag van het kwartaal volgende op de uitgifte er van in den *Moniteur Belge*.

Gegeven te Brussel, den 27 Januari 1932.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale.*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg.*

H. HEYMAN.